

Appel des écoles de la circonscription de Lanta (HG 8) à refuser l'expérimentation d'évaluation des écoles

Nous, enseignants, syndiqués et non syndiqués, réunis le 12 avril en RIS, refusons d'entrer dans l'expérimentation d'évaluation des écoles annoncée lors d'une réunion des directeurs ce 28 mars par notre hiérarchie. **Nous considérons ces évaluations comme une remise en cause de nos statuts et le fonctionnement même de l'École Publique.**

Cette expérimentation est présentée pour être mise en place dès septembre 2022. Elle prévoit deux groupes scolaires « volontaires, mais s'il le faut désignés », avec entre autres, questionnaires aux parents, aux élèves, au périscolaire, avis des élus, rédaction d'un rapport d'auto-évaluation par les enseignants, visites d'une commission d'évaluation (IEN et directeur externe, principal d'un collège...). Elle rendra un rapport d'inspection contraignant le Projet d'école, le PEDT et les formations et donnera des objectifs à atteindre dans les 5 ans ! Inacceptable !

Elle découle directement des réformes Blanquer (« Ecole de la Confiance », Grenelle de l'Education...) rejetées massivement. Expérimentées ces deux dernières années dans quelques écoles de France, les retours des collègues sur ces nouvelles évaluations sont très inquiétants.

Une expérimentation a par définition vocation à être généralisée. Les incidences de cette proposition sont multiples et profondément néfastes.

Nous refusons d'être **évalués** par les parents, les élus, le personnel municipal, les élèves et les agents du périscolaire.

Nous refusons la **mise en concurrence des écoles** au profit d'une école des territoires qui n'est pas garante de l'égalité.

Nous réaffirmons la **liberté pédagogique** individuelle de chaque enseignant sur des programmes **nationaux**.

Nous refusons la remise en cause des décisions prises par l'équipe enseignante lors des **conseils des maitres**.

Nous refusons la **mascarade d'auto-évaluation** calquée sur le management d'entreprise.

Nous refusons un **investissement chronophage** dans la mise en œuvre de ces évaluations au détriment de nos missions d'enseignement.

Nous alertons sur la mise au pas des personnels avec l'**accompagnement collectif PPCR obligatoire**.

Nous refusons cette stratégie du leurre. **Ces évaluations d'écoles ne répondent en rien à nos besoins et revendications.**

Nous alertons sur les conséquences d'une telle évaluation qui conduit à la définition d'objectifs, à la "contractualisation d'objectifs", à la territorialisation de l'école **contraire à l'idée même du service public.**

Aucun décret, aucun texte réglementaire ne nous contraint à accepter cette expérimentation.

Nous appelons chaque enseignant, chaque école à refuser cette proposition, à ne pas se porter volontaire.

Premières écoles signataires : EE Dremil-Lafage - EE Caraman - EM Caraman - EP Ste Foy d'Aigrefeuille - EP St Pierre de Lages - EE Lanta – EM Lanta - plusieurs collègues de l'EE Quint-Fonsegrives – EM Quint-Fonsegrives – EP Auriac sur Vendinelle – EM Verfeil – EM Flourens- EE Flourens – RPI Le Faget-Loubens-Vendine – EM Tarabel – EE Tarabel – EP St Julia – plusieurs enseignants de l'EM de Dremil Lafage – EP Gragnague - EP Bourg St Bernard – EP Préserville - RPI Gauré-Lavalette – EM Aigrefeuille - EP Mascarville - EE Aigrefeuille - EE Bonnefoy (Toulouse) - EP Vaudreuille - EM Sudre (Revel) - EE Sudre (Revel) - EP Couffinal (Revel) - EP L'orée de Vaure (Revel) - Ecole de Gaillac-Toulza - EEPU Caujac -

Maternelle de Sénarens - EEPU Lussan-Adeilhac - EEPU Labastide-Paumès - EEPU Castelnau-Picampeau
EPPU Louis weidknnnet (Blagnac) - EMPU Saint-Exupéry (Blagnac) - EMPU Camille CLAUDEL (Toulouse) -
EMPU Canal des deux mers (Saint-Jory) - Ecole Paule (Cépet) - EMPU Henri Puis (St Orens) - EMPU Les
parpalhols (Villaudric) - EMPU Damase Auba (Castanet-Tolosan) - EMPU Vacquiers - EEPU Vacquiers -
EMPU Jolimont (Toulouse) - EEPU Pechbonnieu - EEPU G.Lapierre TOURNEFEUILLE - EM Joséphine
Garrigues FRONTON